

« Une monnaie coupée du politique est-elle possible ? Réflexions sur l'Euro. »

Entretien d'André Orléan réalisé par M. Cuilleraï
Pour la revue *Anthropolis*, n°2, 2003, 94-111
15 novembre 2002

M. Cuilleraï

Nous sommes contemporains d'une création monétaire assez particulière, l'euro qui a mis en valeur deux des dimensions les plus symboliques de la monnaie : comme unité de compte, la monnaie est l'expression d'une communauté nationale, et nous ne comptons plus en francs ; puis, à travers l'unité de compte, la monnaie c'est l'Etat, or l'euro est si on peut dire une monnaie multinationale. On a beaucoup glosé sur la neutralité esthétique ou l'abstraction symbolique des billets, et au quotidien dans nos paiements, on continue de commenter la plastique des euros "étrangers", non nationaux qui se retrouvent souvent entre nos mains. En détruisant les francs, lires, pesetas, etc., on a d'une certaine manière également porté un coup à l'ancrage symbolique de la monnaie dans l'Etat-nation.

En même temps on expérimente en France comme à l'étranger différentes modalités de paiements électroniques, de porte-monnaie virtuels qui ont là aussi pour conséquence de faire disparaître ou au moins à modifier la matérialité monétaire, les espèces sonnantes et trébuchantes. De telles expériences semblent vérifier l'hypothèse d'une progressive dématérialisation de la monnaie.

André Orléan

Je n'aime pas le terme de « dématérialisation » de la monnaie, car il peut laisser croire que, jadis, la monnaie aurait été « matière ». Or, la monnaie n'a jamais été matière. Bien évidemment, il ne s'agit pas de nier qu'il ait existé des monnaies métalliques. Ce serait ridicule. Ce qui est en cause ici, c'est la conception métalliste sous-jacente selon laquelle « il est logiquement essentiel pour la monnaie de consister en quelque marchandise, ou d'être garantie par elle¹ » en sorte que la source de son pouvoir d'achat serait la valeur d'échange naturelle de cette marchandise. C'est là une idée fautive, très ancrée dans les esprits. Je défends une autre conception : la monnaie est, et a toujours été, *confiance*. Telle est sa nature fondamentale. Il n'est de monnaies que fiduciaires. Dans ma perspective, la confiance dans la monnaie est constitutive du lien social marchand en ce qu'elle construit la relation de l'individu au groupe. On est loin de l'idée traditionnelle selon laquelle la monnaie serait l'instrument qui facilite les échanges en évitant les difficultés du troc. Si on adhère à mon point de vue, la question de la « dématérialisation » demeure, mais prend un sens plus précis : quelles mutations dans le lien de confiance nous donne-t-elle à voir ? Conduit-elle à l'avènement d'un individu marchand d'un type nouveau ?

Pour répondre à ces questions, il est intéressant de se tourner vers l'œuvre de Georg Simmel car, à un siècle environ d'intervalle, il se trouve dans une situation fort similaire à la nôtre. D'une part, parce qu'il adhère à l'idée que la monnaie est confiance. D'autre part, parce qu'il est confronté à une même évolution des formes de la monnaie conduisant au remplacement progressif de la monnaie métallique par des monnaies fiduciaire (billets) ou scripturale (chèques). Cette « première dématérialisation » dont il est le témoin conforte ses thèses anti-métallistes. Simmel l'interprète comme le processus par lequel l'argent abandonne ses déterminations primitives et parasites en tant que métal précieux pour « accéder

¹ Schumpeter, J., *Histoire de l'analyse économique*, Paris, Gallimard, 1983, page 403.

graduellement à la pureté de son concept.² » Dans cette transformation, il s'agit d'éliminer tout ce qui est de l'ordre de l'argent-substance et qui vient faire obstacle à l'établissement d'une monnaie pure, par exemple, le fait que le niveau des prix se trouve périodiquement perturbé par la découverte de nouvelles mines ou l'épuisement d'anciennes.

Comment analyser cette évolution ? Pour Simmel, ce qui est en cause est l'avènement de nouvelles formes de pensée, individuelles et collectives, qui permettent d'aller au-delà de l'apparence immédiate de l'argent pour en saisir la vérité ultime, à savoir la monnaie comme expression du groupe. Il s'agit donc d'un processus d'abstraction et d'intellectualisation, dont l'outil cognitif central est le *symbole*. La symbolisation permet de s'élever au-dessus des apparences immédiates pour appréhender et représenter les formes suprapersonnelles qui seules sont significatives. Tel est le sens profond du passage de l'argent-métal à l'argent-papier : « L'accroissement des capacités intellectuelles d'abstraction caractérise l'époque où l'argent, de plus en plus, devient pur symbole, indifférent à sa valeur propre³. » Pour Simmel, ce mouvement de symbolisation affecte également la sphère économique et politique.

Sous cet angle, comment analysez les mutations monétaires que votre question décrit ? Mon hypothèse est qu'il faut y voir l'avènement d'un type nouveau de rapport entre l'individu et le groupe, type nouveau qu'on peut caractériser, dans un premier temps, par le fait qu'il ne trouve plus dans les symboles, l'outil cognitif adéquat à sa représentation. Ce qui est en jeu, c'est donc une désymbolisation de la monnaie et l'avènement d'une conception purement instrumentale de l'appartenance et donc de la monnaie, ce que j'appelle « monnaie autoréférentielle ». Voilà ce que je voudrais faire comprendre.

Marie Cuillerai

Que signifie autoréférentiel ?

André Orléan

J'appelle « monnaie autoréférentielle », une monnaie qui se veut strictement restreinte à son seul rôle d'instrument efficace des échanges. Autrement dit, une monnaie qui refuse de se mettre au service d'objectifs sociaux généraux, comme le plein emploi ou la lutte contre les inégalités ; une monnaie sourde aux revendications des individus. Je qualifie une telle monnaie d'autoréférentielle parce qu'elle limite ses ambitions à n'être qu'elle-même sans aller au-delà. Une telle revendication me semble exprimer l'émergence d'un nouvel âge cognitif, farouchement hostile aux symboles pour ne plus considérer les choses que dans leur pure fonctionnalité. On peut y voir une étape supplémentaire du désenchantement du monde. Pour Simmel, la dématérialisation de l'argent nécessitait de la part des agents un travail de déchiffrement qui les conduisait à évaluer la valeur d'un billet, en s'émancipant de la fascination pour l'or, pour ne plus considérer que sa valeur symbolique. Avec la monnaie autoréférentielle, il s'agit de faire un pas supplémentaire et d'évaluer la valeur de ce billet directement au prorata de sa capacité à faire circuler les marchandises, en se libérant de l'emprise des symboles comme le fameux « In God we trust. ». La monnaie autoréférentielle n'est le symbole de rien ; elle n'est qu'un instrument d'échange. Ce rejet des symboles est extrêmement révélateur du mouvement contemporain d'érosion des formes collectives d'appartenance et de leur légitimité. On y reconnaît l'univers libéral de l'*homo œconomicus*, sans appartenance, uniquement lié aux autres par sa recherche de l'utilité la plus grande.

Marie Cuillerai

² G. Simmel, *La philosophie de l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 (1^{ère} édition 1900).

³ *Ibid.*, page 157.

Mais la monnaie n'a-t-elle pas toujours été ainsi ?

André Orléan

La monnaie fait l'objet de nombreux contresens et incompréhensions. Par exemple, il est tentant d'y voir l'objet économique par excellence, celui qui exprimerait le plus pleinement les valeurs individualistes de la société marchande moderne. Or, il n'en est rien. A maints égards, la monnaie s'oppose à l'individualisme. Il n'est que d'observer la manière dont elle se trouve organisée pour le comprendre : un monopole d'émission soutenue par de très drastiques réglementations ! On est loin du monde du contrat volontaire et de la libre concurrence. Il revient aux économistes et philosophes ultra-libéraux, dans la lignée des travaux de Friedrich von Hayek, de l'avoir compris. Ayant noté à quel point la monnaie était étrangère aux principes qui devraient commander à l'économie de marché, ils sont partisans de la supprimer purement et simplement pour la remplacer par un système de libre concurrence entre moyens de paiement privés. Ce n'est qu'à cette condition, pensent-ils, que l'ordre individualiste pourra être conduit à son plein épanouissement, une fois libéré de l'archaïsme monétaire. Sans adhérer à cette conclusion radicale, je partage l'analyse selon laquelle la monnaie a fondamentalement une nature holiste, étrangère à la vision contractualiste. C'est cette hypothèse que nous avons développée dans *La monnaie souveraine*⁴, livre collectif regroupant économistes, anthropologues et historiens. Nous y écrivons : « la monnaie est expression de la totalité sociale. » Pour cette raison, elle possède une dimension archaïque que l'économie libérale n'a jamais véritablement réussi à intégrer. Par exemple, le non-spécialiste sera certainement surpris d'apprendre que le joyau de la théorie économique moderne, ce qu'on appelle « la théorie de l'équilibre général », décrit une économie de marchés sans monnaie ! En effet, il n'est pas aisé de réconcilier le principe de l'échange volontaire et du contrat avec la présence de monnaie. Celle-ci signifie toujours un lien avec la société comme totalité, notion totalement étrangère à l'économie individualiste. Simmel rend compte de ce fait lorsqu'il écrit : « L'acquittement de toute obligation particulière au moyen d'argent signifie précisément que désormais la société dans son ensemble va assumer cet engagement vis-à-vis de l'ayant droit » (page 195). L'économiste se refusant à considérer quelque chose comme « la société dans son ensemble », aura les plus grandes difficultés à rendre intelligible la monnaie. Aussi n'introduit-il la monnaie dans son schéma d'analyse qu'après coup, comme ce qui permet de faciliter la circulation des marchandises. Elle n'est pour lui qu'un instrument fonctionnel.

Marie Cuillerai

Si je vois bien en quoi la monnaie-symbole de Simmel est en accord avec vos développements, qu'en est-il pour la monnaie autoréférentielle ?

André Orléan

Vous avez parfaitement raison. La conception de Simmel, axée sur l'abstraction par les symboles, est pleinement conforme à l'hypothèse selon laquelle la monnaie est expression de la société comme totalité. Pour cet auteur, dans la monnaie, c'est le groupe marchand objectivé qui se donne à voir. Il en va différemment avec la monnaie autoréférentielle puisque cette monnaie refuse tout lien au groupe : elle se veut pure fonctionnalité. Il me semble même que c'est là sa finalité profonde. Autrement dit, à mon sens, la monnaie autoréférentielle poursuit le même but que l'analyse post-hayékienne, à savoir instituer un ordre marchand de bout en bout individualiste, c'est-à-dire libéré de la tutelle monétaire, mais sans aller jusqu'à

⁴ Aglietta M. et A. Orléan (éds.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 199.

l'irréalisme de proposer une suppression pure et simple de la monnaie. Pour ce faire, elle cherche à radicalement dépolitiser l'institution monétaire. La critique des symboles participe de ce mouvement profond d'affirmation du primat de l'utilité individuelle dans la détermination des rapports sociaux. Ce sont les contrats volontairement signés qui doivent commander aux actions humaines et non la subordination à des symboles. Le recours à de telles représentations ne peut être pensé que comme une forme d'irrationalité ou d'idolâtrie. Le développement de la raison instrumentale promeut un mode de relation aux autres qu'on peut dire « formel » dans la mesure où aucune forme collective de solidarité ou de devoir n'y est présente sauf l'acceptation par tous de la règle du paiement en monnaie. Tel est le projet, fondamentalement libéral, que défend la monnaie autoréférentielle. Ce qu'on pourrait appeler une dépolitisation radicale de la monnaie et des rapports sociaux débouchant sur une vision strictement fonctionnelle de l'appartenance. Si le passage des liens « personnalisés » à l'âge des symboles peut être rapproché de la transition décrite par Toennies entre *Gemeinschaft* et *Gesellschaft*, ce nouvel âge cognitif tout entier centré sur la fonctionnalité des liens correspond à une hypothétique nouvelle étape dans le processus d'abstraction et d'intellectualisation du lien social, ce qu'on peut appeler la « société » de marché.

Marie Cuillerai

Mais cette monnaie autoréférentielle, où la voyez-vous ? Dans l'Euro ?

André Orléan

Très précisément dans l'Euro. La construction monétaire européenne possède beaucoup des traits caractéristiques de ce que j'appelle la monnaie autoréférentielle. Premier point : la dépolitisation. Elle prend la forme de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE). Celle-ci est pensée comme une institution autonome, coupée du politique : non seulement ne devant pas monétiser la dette publique, mais également sourde aux recommandations des gouvernements. D'ailleurs, ceux-ci ne doivent pas chercher à influencer la BCE⁵. Second point : la monnaie fonctionnelle. Elle prend la forme d'un objectif monétaire affiché, strictement restreint (ou presque⁶) à la lutte contre l'inflation. C'est là une conséquence du traité de Maastricht. Qui plus est, la BCE a interprété restrictivement cette clause déjà restrictive du traité en se donnant un objectif très réduit d'inflation : entre 0% et 2%. Cette construction monétaire qui se donne comme objectif premier l'inflation, lui subordonnant le plein emploi, illustre bien l'idée d'autoréférentialité : la monnaie européenne n'a pour seule finalité que d'être une bonne monnaie, i.e. une monnaie non-inflationniste. Certes, on justifie cet objectif en faisant valoir que c'est là la condition du bonheur de tous, mais cela ne change rien à la pratique réelle de la BCE : en toutes choses, l'orthodoxie de la rigueur. D'où, par exemple, ses interventions réitérées pour que les salaires ne soient pas trop augmentés.

On peut noter que cette forme institutionnelle (indépendance de la banque centrale et primauté de la lutte contre l'inflation) s'est largement diffusée au cours des vingt dernières années. C'est là un mouvement qui va de pair avec la globalisation financière. Cependant, la BCE a été plus loin que les autres dans cette voie, pour la raison de fond qu'elle ne trouve pas face à elle une autorité politique centralisée de même échelle territoriale, mais l'Eurogroupe qui réunit des volontés gouvernementales éparpillées. Dans les autres pays, le statut

⁵ L'article 107 du traité de Maastricht impose que « ni la BCE, ni une banque centrale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organismes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. »

⁶ L'article 105 du traité de Maastricht précise : « L'objectif principal du Système Européen de Banques Centrales (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix. » Ce n'est que « sans préjudice de cet objectif » qu'il « apporte son soutien aux politiques économiques générales. »

d'indépendance demeure sous le contrôle d'une souveraineté reconnue qui subordonne le pouvoir monétaire à son autorité. Rappelons à cet égard que même la Bundesbank ne l'emportait pas systématiquement sur le pouvoir gouvernemental comme l'ont montré les conditions de négociation de l'entrée de l'Allemagne dans le SME ou le choix de la parité entre mark de l'est et mark de l'ouest au moment de la réunification. L'indépendance monétaire n'y était que partielle parce qu'elle était encadrée dans une conception politique globale, ce qu'on a appelé « l'économie sociale de marché », cadre idéologique et institutionnel donnant sens à cette indépendance en la subordonnant à des objectifs globaux, légitimés politiquement. Dans le cas de l'Eurolande, l'absence d'une souveraineté européenne au sens propre a conduit au développement d'une vision formelle de l'appartenance. C'est cette vision formelle qu'exprime parfaitement le statut de la BCE. On voit ici à quel point réfléchir sur une institution monétaire permet de mettre au jour les ressorts fondamentaux d'une société, i.e. selon quels principes elle se constitue en totalité. C'est là une autre manière de valider notre hypothèse. En effet, si la monnaie n'était que le moyen qui permet aux marchandises de circuler, il ne pourrait en être ainsi.

Marie Cuillerai

Cependant, cet euro autoréférentiel, sans souveraineté, peut-il perdurer ?

André Orléan

Je ne le crois pas pour des raisons de fond. Je ne crois pas que la monnaie autoréférentielle décrive une forme stable de société. Selon mon analyse, il n'est de monnaie qu'adossée à une véritable souveraineté, ce qui n'est pas le cas actuellement de l'Euro. La conception fonctionnelle du lien social que met en œuvre l'actuelle construction monétaire européenne me paraît des plus fragiles. Pour comprendre comment cette proposition théorique trouve à s'appliquer dans le contexte européen actuel, il n'est que de penser à ce qui se passerait si, l'Allemagne continuant à voir son chômage croître, Wim Duisenberg, l'actuel président de la BCE, décidait néanmoins d'augmenter les taux d'intérêt. De quelle légitimité peut-il se prévaloir pour agir ainsi ? Certes, il expliquerait aux salariés allemands qu'ils ont besoin d'une bonne monnaie s'ils veulent prospérer, mais pourquoi ceux-ci lui feraient confiance ? Dans le cadre de « l'économie sociale de marché », forts des institutions de la cogestion, les salariés n'avaient pas à craindre que la rigueur anti-inflationniste serve à masquer une rigueur purement salariale. Aussi, adhéraient-ils à l'objectif de stabilité des prix. Mais, dans le nouveau cadre européen, en quoi peuvent-ils penser que ces mesures très pénalisantes à court terme expriment véritablement leurs intérêts de moyen terme ? Quelle confiance peut-il avoir dans les institutions européennes ? Voilà la question. Aussi est-on nécessairement conduit à un conflit entre les règles formelles de la BCE et les réalités politiques et sociales de l'Eurolande, faute d'une véritable construction politique de la monnaie, c'est-à-dire faute d'un projet européen légitime, faisant consensus. Le détonateur ne sera pas nécessairement l'Allemagne, mais, comme l'ont montré récemment les discussions autour du pacte de stabilité et de croissance, les tensions entre intérêts nationaux, d'une part, et contraintes européennes, d'autre part, sont bien réelles alors même que la nature des compromis à nouer n'apparaît pas clairement, pour dire le moins. Ces normes formelles et bureaucratiques ne peuvent manquer de montrer leur vanité lorsque les difficultés réelles surviennent, parce qu'elles n'ont pas reçu une véritable onction démocratique et que l'opinion publique ne s'y retrouve pas.

Marie Cuillerai

Mais, faute d'État européen, pouvait-il en être autrement ?

André Orléan

Vous avez parfaitement raison. La construction de l'Euro doit être analysée dans cette perspective : créer une monnaie sans souveraineté. La monnaie autoréférentielle correspond très exactement à cet objectif. Ne pouvant s'adosser à une souveraineté reconnue, il a fallu faire avec. La réduction de la « politique » monétaire de l'Euro à « moins de 2% » d'inflation trouve là une de ses sources⁷. En effet, l'idée d'un pouvoir monétaire indépendant constituant déjà en soi une violation des règles de la démocratie, il était inconcevable, qui plus est, de le laisser libre du choix de ses objectifs ! Voilà qui eût constitué une transgression trop violente. Aussi, était-il nécessaire de faire en sorte que ce pouvoir monétaire fût étroitement limité dans la détermination de ses buts. Cette analyse est exacte. Elle explique pourquoi on en est arrivé là. Mais elle ne change rien à mon diagnostic : cette dénégation du politique n'est pas viable à moyen terme et la crise à venir dont je fais l'hypothèse s'interprète précisément comme un retour du refoulé politique. Il est même possible que certains des concepteurs de l'Euro en aient été parfaitement conscients et aient vu dans ce déséquilibre une manière d'avancer dans la construction politique de l'Europe, en rendant celle-ci indispensable. Il en a été quelquefois ainsi dans le passé de l'Union : avancer les réformes qui pouvaient être faites, même incomplètes, pour rendre nécessaires de nouvelles réformes qui, à l'origine, seraient apparues comme beaucoup trop audacieuses. Notons que c'est là un pari risqué, car la crise peut conduire à plus d'Europe politique comme elle peut également être le moment d'un retour en arrière vers moins d'Europe politique.

Sans même parler de cette crise politique hypothétique qui me semble contenue en germe dans la construction monétaire européenne actuelle, il est à noter combien l'idée d'une règle monétaire étroite est inadaptée aux réalités économiques. Quelles sont ces réalités ? Le fait que les difficultés économiques prennent des formes multiples qui ne se résument pas à la seule inflation. En effet, ces difficultés peuvent surgir de tous les côtés de l'horizon économique et social : du change, des banques, des marchés financiers, de l'emploi, des déficits budgétaires ou même du politique. Dans tous les cas, il importe à l'autorité monétaire de fournir une réponse adéquate. D'ailleurs, c'est exactement ce qu'a connu la BCE. Elle a du faire face aux problèmes inattendus qu'a posés la dépréciation de l'Euro, surtout à l'automne 2000, puis les attentats du 11 septembre 2001. Voilà des situations pour lesquelles l'objectif des 2% d'inflation n'est guère pertinent. Dans toutes ces situations, l'observation historique montre sans conteste que la BCE a été conduite à agir de son propre chef, hors l'objectif affiché des 2%, invalidant ainsi l'idée selon laquelle une règle formelle peut tenir lieu de politique monétaire. La BCE a agi dans la plus totale opacité. Par exemple, on ne sait toujours pas aujourd'hui quelle est la doctrine de la BCE en matière de taux de change. On peut même aller plus loin. En effet, des études économétriques ont démontré que même hors de ces événements qui pourraient être interprétés comme étant exceptionnels, sa politique n'a pas suivi son objectif affiché ! En effet, selon ces études, la politique de la BCE a pris en compte l'état de la conjoncture pour fixer son niveau de taux d'intérêt en violation de l'article du traité qui lui fixe comme but premier l'inflation. C'est ainsi qu'on a pu montrer que le comportement de la BCE ne diffère guère du comportement des autres banques centrales, comme la FED, par exemple, qui intègre l'emploi dans ses objectifs. C'est là peut-être la raison au fait que, durant toute la période, l'inflation européenne est toujours restée au-dessus des 2% fatidiques.

D'un point de vue conceptuel, cet ensemble de faits est important. Il atteste du caractère illusoire de la règle inflationniste. Il faut en déduire que toute banque centrale, de

⁷ Une autre source est à trouver dans la Bundesbank qui a servi de modèle à la BCE.

par sa nature même, se trouvera confrontée à des événements imprévus et qu'il importe qu'elle fournisse alors des réponses adéquates, c'est-à-dire conformes aux finalités que poursuit la communauté monétaire qu'elle représente. On reconnaît aisément dans ce pouvoir discrétionnaire d'action face à l'imprévu, ce que Carl Schmidt appelait « la souveraineté. » Autrement dit, dès lors qu'on sort de la fable d'un monde prévisible et stationnaire, la nature politique du pouvoir monétaire ne peut manquer de s'imposer, comme elle s'impose dans la pratique. Ne pouvant être réduite à une règle automatique, la gestion de la banque centrale appelle des choix discrétionnaires, prérogative ultime du souverain. S'affirme ainsi une fois de plus la nature politique de la « politique monétaire. »

On peut faire valoir, face à ce raisonnement, que, dans la pratique, tout cela n'a guère eu d'importance puisque *in fine* la BCE, telle qu'elle est actuellement, avec toutes ses limitations, a pu conduire la politique qu'il convenait, d'une part, en ne se focalisant pas sur l'inflation car sachant prendre en compte la situation de l'emploi ; d'autre part, en répondant de manière adéquate aux chocs imprévus qu'elle a connus. C'est pour cela même que les observateurs louent ce qu'ils appellent son pragmatisme. Ils remarquent qu'on n'a pas connu le fanatisme anti-inflationniste qu'on aurait pu craindre au vu de la norme des 2%. Certes, on doit s'en louer. Mais, ce sont là des louanges bien paradoxales alors qu'elle n'a pas atteint son objectif de moins de 2% d'inflation et qu'elle n'a pas agi conformément au traité. Ce double langage est-il sans coût ? Notons qu'il nourrit l'accusation d'opacité qui est souvent faite à la BCE car les intervenants sur les marchés ont été souvent surpris des décisions prises, si peu conformes à la règle affichée. Plus profondément, il faut souligner que si cela a pu se passer jusqu'à maintenant sans trop de douleur, cela tient au fait que les mesures prises n'ont pas rencontré d'opposition politique pour en contester la légitimité. Rien n'assure qu'il en sera toujours ainsi. On se retrouvera alors dans la situation précédemment analysée d'une BCE en devoir de prouver sa légitimité face aux opinions publiques et aux appareils politiques. Elle ne pourra plus faire comme si la politique n'existait pas.

Marie Cuillerai

Je comprends votre analyse. En quelque sorte les économistes font l'impasse sur toute conviction proprement politique pour mettre en avant l'efficacité abstraite de la monnaie autoréférentielle. Autrement dit, le discours économique est ici partie prenante du processus de légitimation de l'Euro. Il remplace même les arguments politiques.

André Orléan

En effet, cette configuration illustre pleinement le statut très particulier du discours économique comparé aux autres disciplines « scientifiques. » L'économie théorique est, pour l'essentiel⁸, un discours normatif qui décrit abstraitement ce que devrait être une bonne économie. A partir de là, les économistes ne peuvent manquer de noter les écarts existants entre leur système théorique et la réalité. Cependant, comme cette économie abstraite est conçue en théorie comme donnant pleine satisfaction à tous les acteurs économiques supposés agir rationnellement, les économistes ont dans l'idée, implicite ou explicite, qu'elle doit être voulue par tous les acteurs. Il suffit pour cela de leur en révéler la nature. Les acteurs économiques ne peuvent pas ne pas être d'accord, ou s'ils ne le sont pas, c'est parce qu'ils ne sont pas pleinement rationnels et demeurent encore attachés à des motivations fictives, par exemple aux symboles politiques. Cette idée-force des libéraux est bien mise en valeur par

⁸ On pourrait discuter cela. Disons que l'économie théorique mêle d'une manière quelquefois inextricable approche descriptive et approche normative, ce qui suffit à la distinguer de ce que l'on appelle d'ordinaire la science.

Milton Friedman lorsqu'il écrit : « Pour l'homme libre, la nation ne propose aucun but propre, sinon celui qui résulte de l'addition des buts que les citoyens, chacun de leur côté, cherchent à atteindre ; et il ne reconnaît d'autre dessein national que la somme des desseins individuels. » Voilà une formulation rigoureusement individualiste en ce qu'elle souligne l'artificialité de toute idée d'entité collective. Dans cet univers conceptuel, le jugement politique n'a pas de place. C'est uniquement à la rationalité des acteurs qu'il est fait appel : chacun, bien informé, devrait alors vouloir les règles monétaires collectives décrites par l'économie pure puisqu'elles ont été conçues pour être collectivement optimales. Il suffit de dévoiler aux acteurs où se trouvent leurs intérêts pour les convaincre. On le voit ici l'autoréférentialité de la monnaie renvoie directement à l'autoréférentialité de l'économie pensée en rupture radicale avec le monde social et politique, décrivant des *homo œconomicus* sans appartenance nationale, sans appartenance de classes, uniquement préoccupés de leur consommation. Ces *homo œconomicus* ne peuvent vouloir que cette monnaie fonctionnelle dès lors qu'ils ont été définis sans autres intérêts ou motivations que de consommer.

Pour le dire autrement, l'économie théorique⁹ est une idéologie : elle pense la cohérence des valeurs individualistes et propose une organisation sociale conforme à celles-ci, i.e. l'économie des marchés concurrentiels. Elle ne cherche pas seulement à décrire l'économie telle qu'elle est, mais également telle qu'elle serait si chacun agissait au mieux de ses intérêts au sein d'institutions bien conçues. Elle donne à voir un monde virtuel fait d'*homo œconomicus*, d'arbitrages concurrentiels et de rationalité. Le fait que le monde réel ne soit pas conforme à ces prévisions pose, certes, des problèmes, mais ces problèmes ne sauraient remettre en cause la vérité du modèle abstrait car celle-ci trouve son fondement ailleurs, dans son adéquation aux valeurs individualistes, i.e. l'intérêt personnel et l'efficacité productive collective. On comprend alors qu'il suffit d'un rien pour que les économistes en proposent la réalisation concrète et passent du statut de théoricien à celui de propagandiste. Cette tentation a été très visible dans le cas de la transition russe avec les effets qu'on connaît¹⁰. Cela est à nouveau très visible dans le cas de la construction monétaire européenne puisque qu'on peut voir dans l'Euro, la réalisation institutionnelle de ce que j'appelle la « monnaie autoréférentielle », c'est-à-dire une forme de monnaie que les économistes avaient décrit comme étant la bonne forme monétaire, à savoir une monnaie réduite à sa fonction d'instrument des échanges. Si on croit à cette analyse, il apparaît que le discours économique ne peut pas être simplement conçu, à la manière des autres discours scientifiques, comme ayant pour finalité de penser le monde environnant, puisqu'on le voit ici jouer le rôle d'un agent actif, d'une force participant à la construction d'un monde qu'il dit meilleur. C'est bien l'hypothèse de l'économie théorique comme idéologie qui se révèle ici la mieux adaptée. De ce point de vue, la « monnaie autoréférentielle » doit être considérée comme exprimant une certaine idée du vivre-ensemble tel que l'économie théorique se la représente, et non pas la réalité des monnaies. Elle est ce qu'aux yeux de la théorie, la monnaie doit tendre à être pour permettre un épanouissement des valeurs individualistes¹¹.

Marie Cuillerai

⁹ Il faudrait ici un peu de prudence car la théorie économique est traversée par des courants fort divers. Je vise ici le socle dominant de l'économie formalisée, à savoir les partisans d'une économie pure.

¹⁰ Jacques Sapir, *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002.

¹¹ Il va s'en dire que l'idée d'individualisme n'est pas à prendre de manière péjorative. Nous sommes tous individualistes et c'est pour cela que le projet de l'économie théorique résonne si fort dans nos esprits et a une telle importance conceptuelle. Mais, nous ne sommes pas qu'individualiste. Notre système de valeurs est complexe.

Mais dire qu'une telle monnaie autoréférentielle n'est pas viable signifie-t-il que le but que s'assigne les économistes en question ne peut être atteint ? les valeurs individualistes ne trouveraient pas à s'incarner dans une organisation économique viable ?

André Orléan

Pour répondre à votre question, il faut commencer par rappeler que la théorie économique donne à voir une version radicale des valeurs individualistes en ce que l'individu y est considéré hors de toute appartenance politique ou même territoriale. Il dispose de ressources personnelles (travail, biens, titres) et son but est de les employer au mieux de ses intérêts, c'est-à-dire afin de lui permettre d'obtenir le flux de consommation le plus performant eu égard à ses préférences idiosyncrasiques. Une fois ceci précisé, je confirme que mes réflexions sur la nature holiste de la monnaie me conduisent à mettre en doute la possibilité de cet individualisme radical. Les individus ont besoin pour exister d'être rattachés aux autres par un lien solide, en l'occurrence la monnaie, et ce lien ne peut être pensé comme ayant une nature purement fonctionnelle. L'interdépendance monétaire est si étroite et si contraignante qu'elle suppose de la part des agents une confiance dans le groupe en tant qu'entité politique, porteuse d'un projet collectif.

Marie Cuillerai

Comment cette analyse s'applique-t-elle aux monnaies archaïques ?

André Orléan

Tout le travail collectif qui est à la base de *La monnaie souveraine* vise à montrer en quoi l'hypothèse selon laquelle « la monnaie est expression de la totalité sociale » permet de fonder un point de vue général sur le phénomène monétaire. Selon nous, toutes les monnaies partagent cette même capacité de « totaliser la société », d'en construire une image unifiée. Elles sont des « médium de la reproduction sociale¹². » En tant que telles, les monnaies sont dans un rapport avec « la valeur absolue, c'est-à-dire avec le tout de chaque société » écrit l'anthropologue Daniel de Coppet. Parce qu'elles sont ainsi, elles perdent le caractère péjoratif qu'elles ont acquis avec la modernité au fur et à mesure que la monnaie s'est trouvée identifiée au seul marchand et au seul profit. Elles renvoient aux valeurs les plus hautes d'une société. On le voit très clairement dans la situation suivante. Cherchant à faire comprendre à une population mélanésienne ce qu'était Jésus-Christ, un prêtre anglican, originaire de Petite Malaita et retourné auprès des siens pour les évangéliser, eut recours à l'équation suivante¹³ : « Jésus-Christ = la collecte des monnaies. » On ne peut imaginer comparaison plus étrange pour un moderne, à la limite du sacrilège, en ce qu'elle semble confondre deux ordres de valeurs que nos sociétés différencient soigneusement, l'économique et le sacré. Comme l'explique Daniel de Coppet à propos des 'Aré'aré mélanésiens, « la monnaie qualifie socialement, elle fait sortir de l'enfance, de l'adolescence, elle authentifie les relations amoureuses, elle marie sûrement, elle travaille à faire naître un ancêtre... Le sceau monétaire transforme une relation quelconque en une relation vraie. » Autrement dit, dans la monnaie archaïque, c'est l'autorité de la société qui est rendue présente aux êtres humains, ce par quoi la vie du groupe est rendue possible et que chacun révère en conséquence. En cela, la « collecte des monnaies » à la fin de chaque fête de funérailles, de mariage ou de prix du sang, est pour un 'Aré'aré comparable à ce corps du Christ dont chaque chrétien est membre

¹² S. Breton, « Monnaie et économie des personnes », *L'Homme*, n°162, avril/juin 2002, page 14.

¹³ Cité et étudié par Daniel de Coppet, « Une monnaie pour une communauté mélanésienne comparée à la nôtre pour l'individu des sociétés européennes » in Michel Aglietta et André Orléan (éds.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, page 197.

et qu'il partage pendant la sainte communion. Cet exemple n'est pas isolé et l'on pourrait multiplier les références historiques et ethnologiques qui font voir ce lien étroit au sacré qu'on trouve au fondement même des monnaies archaïques¹⁴.

Si toutes les monnaies, archaïques et modernes, partagent ce même lien à la totalité, elles ne sont pas pour autant identiques pour la simple raison que les totalités peuvent reposer sur une grande variété de principes. « A tout social différent, monnaie différente¹⁵ ». La société marchande parce qu'elle se construit sur la base d'individus anonymes et égaux, produit une monnaie impersonnelle, entièrement vouée à l'évaluation des choses. Il en sera différemment pour une société archaïque construite sur des liens d'alliance entre clans, conformément aux règles de la réciprocité. Leurs monnaies conserveront quelque chose des liens de personne qui sont au fondement de ces sociétés. Ainsi, notre point de vue permet-il de penser l'unité du phénomène monétaire par-delà la grande variété des formes monétaires, tout en fournissant des principes pour rendre intelligible cette grande variété.

La monnaie autoréférentielle apparaît comme le point extrême d'une évolution qui tend à réduire les prérogatives de la société en tant que telle face aux valeurs de l'individu, le dernier stade avant la destruction pure et simple de la monnaie. Il faut noter que les économistes libéraux ont toujours perçu la monnaie comme étant une dangereuse hérésie. Sous leur plume, la monnaie apparaît toujours comme le lieu d'un possible dérapage, d'un trouble potentiel à l'ordre marchand. *A contrario*, une bonne monnaie est une monnaie muette qui s'efface derrière l'action des marchés. Quand la monnaie parle, ce n'est jamais le langage de l'économie qu'elle tient, mais toujours celui du souverain. Cette défiance que suscite la monnaie chez les auteurs libéraux trouve dans notre hypothèse centrale une interprétation directe : c'est son étrangeté qui est reconnue, le fait qu'elle participe de principes sociaux inconciliables avec la loi de l'offre et de la demande. Cette présence du social au cœur même de l'économie est ce qui vient rappeler sans cesse aux économistes que l'économie pure est une fiction car l'homme est un animal politique.

Marie Cuillerai

Mais ce ciment commun fort qui caractérise selon vous la monnaie moderne en tant que lien social succédant au sacré et aux liens personnels, quelle en est la nature ? Qu'est-ce qui fait tenir la société marchande ensemble selon vous ?

André Orléan

C'est la confiance. Simmel l'avait déjà dit et Simiand également qui parlait de « foi sociale ». Une grande partie du travail que Michel Aglietta et moi-même avons développé dans notre dernier livre *La monnaie entre violence et confiance* y a trait¹⁶. Nous distinguons trois types de confiance. D'abord la confiance méthodique qui naît de la seule répétition des actes d'échange, menés à bonne fin. Ensuite vient la confiance hiérarchique qui va plus loin que la simple constatation que les routines fonctionnent pour s'interroger sur qui en est responsable. Autrement dit, c'est une confiance placée dans l'autorité, en l'occurrence la banque centrale, qui est en charge de la monnaie et qui garantit la « valeur » des signes monétaires. Enfin, la confiance éthique a pour objet la doctrine qui anime l'autorité monétaire. Elle s'interroge sur le bien fondé des interventions hiérarchiques : de quelle légitimité procèdent-elles ? Quelles

¹⁴ Le lien entre monnaie et sacrifice mis en avant par B. Laum dans *Heiliges Geld* est particulièrement exemplaire d'une telle approche.

¹⁵ *La monnaie souveraine*, op. cité, page 14.

¹⁶ Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour présenter mes plus plates excuses concernant la disparition du d final de Simiand, et cela dans la totalité du livre. C'est là une erreur totalement indépendante de notre volonté, rajoutée après la correction des épreuves !

sont les finalités qu'elles poursuivent ? C'est là un niveau essentiel. Le succès qu'a connu la diffusion de l'Euro dans l'espace européen au début 2002 peut tout à fait s'interpréter comme l'expression d'une confiance simplement méthodique. Comme il était clair que la nouvelle monnaie allait effectivement circuler, il était dans l'intérêt bien compris de chacun de se plier le plus rapidement possible à cette nouvelle donne, ne serait-ce que pour éviter d'avoir à gérer simultanément deux monnaies, sans que cela n'exprimât une adhésion plus poussée envers la BCE et ses finalités.

Lorsqu'on cherche à mieux comprendre ce qu'est la confiance éthique, il apparaît qu'elle se décompose en trois types de principe : le principe de garantie, de croissance et de justice. Le principe de garantie a pour finalité la protection de l'intégrité de l'unité de compte dans le temps. On retrouve ici l'objectif de lutte contre l'inflation. Le principe de croissance est tourné vers l'avenir en ce qu'il est une promesse de prospérité future dont le plein emploi est un des déterminants les plus essentiels. Enfin, le principe de justice comporte de multiples facettes. Il renvoie fondamentalement à la manière dont une entité nationale se pense elle-même en tant que communauté et conçoit, en conséquence, les droits et les devoirs des citoyens qui la composent. Comme on l'a vu l'Euro réduit la confiance éthique au seul principe de garantie. Il n'est pas sûr que cela exprime le vœu des citoyens de l'Union Européenne.